



Paris, le 16 Novembre 2015

Réunion d'urgence au secrétariat du Ministère suite aux attentats

Suite aux événements dramatiques de ces derniers jours et aux annonces du Président de la République, une réunion s'est tenue lundi 16 novembre, au Ministère à l'invitation du secrétaire général des Ministères économiques et financiers sur la question des premières mesures prises s'agissant de l'accompagnement et de la sécurité des agents.

Nous avons demandé qu'une clarification soit apportée sur les mesures prises visant à assurer l'exercice des missions dans les meilleures conditions et la sécurité des agents et des usagers. Nous avons également appris au cours de la réunion la création de « 1000 » postes aux douanes sur deux ans dont les contours sont encore à préciser. Cette décision s'accompagne d'autres mesures visant à renforcer les moyens de la police et de la justice notamment.

En séance, nos fédérations ont livré l'analyse suivante :

- La tenue de cette réunion, rapide, est un point positif car les questions des agents, exerçant des missions d'accueil par exemple, sont déjà nombreuses.
- La décision du Président de la République de rétablir les contrôles aux frontières doivent nécessairement s'accompagner de création de postes aux douanes, ceux-ci se justifiant également par l'importance des missions des douanes en matière de lutte contre la délinquance financière et le trafic de produits illicites.
- Nous restons demandeurs de précisions : en effet, des suppressions étaient prévues aux douanes, il s'agit donc de savoir si les 1000 créations annoncées sont « nettes » ou si les suppressions prévues viennent les diminuer d'autant.
- Nous avons demandé communication des amendements qui seront intégrés à la loi de finances 2016.
- Nous avons rappelé que les missions des autres administrations du Ministère ont été, et de longue date, durement frappées par la réduction des moyens humains et budgétaires et que leur renforcement demeurerait indispensable, y compris pour lutter contre les circuits financiers qui alimentent les réseaux terroristes. Le contexte nouveau créé par les événements de la nuit du 13 au 14 novembre non seulement ne vient pas infirmer ce besoin, mais qu'au contraire les confirme pour faire fonctionner le service public, les fonctions supports, combattre les fraudes. Ainsi le renforcement des moyens humains par des recrutements massifs et l'abondement de moyens matériels alloués dans toutes les directions de Bercy (DGFIP, Insee, DGCCRF, Administration centrale,...) et services des ministères économiques et financiers, est indispensable.
- Plus largement, la formule de François Hollande selon laquelle « le pacte de sécurité prime sur le pacte de stabilité » doit désormais se traduire par la fin de la rigueur budgétaire. Il en va tout simplement de la vie en société et du rôle central qu'occupe l'action publique.

Nous avons enfin demandé que chaque Direction générale invite les représentants des personnels de son secteur pour étudier, dans le détail et en tenant compte de ses spécificités, l'enjeu en matière de sécurité des agents.

Le secrétaire général a annoncé que d'autres réunions seront tenues rapidement pour répondre aux demandes des organisations syndicales.